



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille seize le 25 octobre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 19 octobre 2016, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme HOLGADO, Mme QUERAL, M. BODIN, Mme BERTHIOT, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. GEDON à Mme SARRAUTE, M. CAVALEIRO à Mme QUERAL, M. GABARD à M. CARREAU, M. MONMARCHON à M. RIMARK, Mme LANDAIS à M. BODIN

Etaient excusés:

Mme DUBOURG, M. INOCENCIO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme HOLGADO est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 20

Conseillers votants : 25

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 0

11 – TRANSFERT D'OFFICE DE VOIES PRIVEES DANS LA VOIRIE COMMUNALE- MODIFICATION.

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

La gestion de la voirie communale et les procédures de classement/déclassement des voies communales relèvent de la compétence du conseil municipal.

L'article L 318-3 du Code de l'urbanisme indique que la propriété des voies privées ouvertes à la circulation publique, dans des ensembles d'habitations, peut, après enquête publique, être transférée d'office sans indemnité dans le domaine public de la commune sur le territoire de laquelle ces voies sont situées.

Par délibération du 13 février 2006, le conseil municipal avait autorisé M. le Maire à procéder au transfert d'office de voies privées notamment celles cadastrées AD 144, AD 148, AD 149 et AD 150 situées Touvent Est appartenant à la société VACCOR, et à ouvrir l'enquête publique.

A l'issue de cette délibération, aucune étape de la procédure n'a été réalisée.

Par la suite, la société MARK IMMO a repris les terrains et a sollicité la ville pour la rétrocession des autres voies situées au Cassou et qui font partie de ce même ensemble.

Il s'agit donc d'inclure, dans la procédure, les voies cadastrées :

- AO 40 : 2a 30ca.
- AO 152 : 9a 45ca.
- AO 153 : 30ca.

La présente cession est consentie à titre gratuit.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à modifier la délibération du 13 février 2006 en prenant en compte ces voies. Les autres termes de ladite délibération demeurent inchangés.

La commission n°6 (Equipement- Patrimoine-voirie-assainissement-cadre De Vie Et Qualité De Vie Et Le Handicap) s'est réunie le 14 octobre 2016 et a émis un avis favorable .

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 27/10/16
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20161025-39547-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

